

---

# Les racines israéliennes de la paix

---

Dominique Vidal

**Que signifient, pour Israël, la signature de l'accord avec l'OLP et le soutien que lui a apporté, d'emblée, une large majorité de citoyens? Comment s'inscrivent-ils dans l'évolution de la crise multidimensionnelle de la société israélienne? Dominique Vidal, journaliste et chercheur, auteur avec Alain Gresh de plusieurs livres consacrés au conflit israélo-palestinien, propose quelques pistes de réflexion.**

"Révolution": tel est le terme utilisé par Shimon Pérès, le ministre israélien des Affaires étrangères, pour qualifier, sur la pelouse de la Maison Blanche, le 13 septembre dernier, la "Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autonomie" qu'il allait signer avec Mahmoud Abbas, sous les yeux de Yitzhak Rabin, Yasser Arafat et du maître de cérémonies, Bill Clinton.

Ce mot, d'évidence très fort, est-il excessif? Certes, le recul manque pour évaluer la portée que revêt, du point de vue de chacun des signataires, l'accord israélo-palestinien. Fidèles à la tradition gauchiste, certains intellectuels arabes comme européens se sont plu à dénoncer les "reniements", voire la "trahison" de la centrale palestinienne — et ce sans accorder le moindre intérêt aux rapports de force réels ni, *a fortiori*, tirer les leçons de plusieurs décennies d'ultra-nationalisme.

---

## Le sionisme révisé

---

L'OLP, c'est vrai, a dû renoncer à son objectif d'Etat palestinien pour se contenter, au moins cinq ans durant, d'une autonomie aux contours

---

N° 9 Hiver 1994

mal définis, et reporter au second round des négociations des questions fondamentales pour elle, telles que le statut de Jérusalem, les réfugiés, les colonies et les frontières. Mais souligner ces concessions ne saurait conduire à fermer les yeux sur celles acceptées par Israël. Trompeuse symétrie, d'ailleurs: au sein de l'OLP, le processus de reconnaissance du droit à l'existence de l'Etat d'Israël et donc du principe du partage de la Palestine remonte aux années 70, même s'il n'a été officialisé implicitement qu'en 1982 (plan de Fès) et explicitement qu'en 1988 (Conseil national d'Alger). Pour Israël, le tournant ne se produit qu'en 1993 — au point que la fiction d'une négociation avec des Palestiniens non mandatés par l'OLP aura duré jusqu'à l'ultime session des négociations de Washington — et constitue, pour le moins, une révision de la doctrine sioniste.

"*Une terre sans peuple pour un peuple sans terre*", proclamait le fameux slogan, auquel Golda Meïr répondait comme en écho lorsqu'elle était Premier ministre: "*Les Palestiniens, ça n'existe pas.*" Caricaturale, cette formule n'en exprimait pas moins une des bases fondamentales du consensus sioniste: non seulement, du fait de leur origine collective supposée, les Juifs ont un droit historique sur la Palestine, non seulement la Shoah a légitimé tragiquement cette revendication, mais aucun autre peuple ne peut se réclamer de pareils liens avec cette terre. D'où le "droit au retour" ouvert aux Juifs du monde entier, mais non... aux Palestiniens chassés entre-temps! Voilà une thèse à laquelle la signature de Yitzhak Rabin au bas de la reconnaissance de l'OLP et celle de Shimon Pérès au bas de la "Déclaration de principes" portent un coup sérieux. Le Premier ministre israélien peut assurer que "*la reconnaissance de l'Etat juif par ses ennemis, c'est cela, la victoire du sionisme*", il reste qu'il a, les 10 et 13 septembre, reconnu d'un même mouvement l'existence du peuple palestinien, son droit à une "entité" nationale et la représentativité de son organisation, l'OLP...

De surcroît, comme le souligne de manière imagée l'écrivain israélien David Grossman, cette volte-face soulèvera des interrogations sur l'avenir de l'idéologie sioniste autant que sur son passé: "*La fin de l'état de guerre et celle de l'occupation des territoires, le début de "normalisation" de notre existence poseront une question pénible et sans équivoque aux millions de juifs qui, en diaspora, se considèrent comme sionistes et qui, à ce qu'ils disent, "hésitent" depuis des années à venir: viendrez-vous vivre ici une existence remplie de défis nouveaux, y compris sur le plan de votre identité juive, ou resterez-vous en diaspora? Et si, à la fin des fins, vous ne venez pas, devons-nous continuer, nous les gérants de l'hôtel Sion, à garder des chambres libres à votre nom?*" <sup>1</sup>

A vrai dire, du côté israélien, la dimension la plus fascinante de l'accord du 13 septembre ne réside peut-être pas dans sa signature par

des dirigeants dont on espérait, depuis si longtemps, qu'ils auraient ce courage, mais dans l'accueil que lui ont réservé, d'emblée, la classe politique et plus encore l'opinion israéliennes — du moins avant que l'escalade de provocations auxquelles se livrent les extrémistes des deux bords ne jette le doute sur le processus en cours, mais ceci n'est pas mon sujet. La Knesset, on le sait, a adopté, le 23 septembre, les deux documents israélo-palestiniens — plus le calendrier de négociations avec la Jordanie — à la majorité inespérée de 61 voix contre 50 et 8 abstentions. Fin septembre également, le consensus populaire paraît plus large encore: à en croire les sondages, le pourcentage des opinions favorables atteignait alors 62% (contre 38%), soit presque autant que les 69% de Palestiniens favorables en Cisjordanie et à Gaza. C'est dire que, du moins dans un premier temps, la vague emportait la conviction bien au-delà de l'assise politique théorique du gouvernement Rabin — même si elle butait déjà sur une forte proportion d'opposants, dont certains prêts à tout, notamment parmi les colons (dont la majorité semble toutefois prête à regagner Israël en cas d'indemnisation). Quant au succès du Likoud aux élections municipales du 2 novembre dernier, peut-on l'interpréter globalement, sachant que d'autres enjeux influent sur le scrutin?

Les éléments disponibles ne suffisent évidemment pas pour une analyse exhaustive des mouvements d'opinion intervenus lors de la signature de l'accord. Mais la lecture de la presse israélienne permet de le constater: autant l'extrême-droite et les religieux ultra-orthodoxes se mobilisent puissamment contre l'accord et sa mise en œuvre, autant la droite traditionnelle a semblé, dans un premier temps, embarrassée. Le Likoud, en particulier, n'a pu dissimuler ses divisions: son leader, "Bibi" Netanyahou était l'objet d'une contestation ultra animée par Ariel Sharon, mais aussi pacifiste. Ainsi trois importants députés du parti (Ronnie Milo, Meir Shitrit et Assad Assad) s'étaient-ils abstenus lors du vote de la Knesset. L'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Shamir, Moshe Arens, a mis en cause l'opposition de son parti aux accords, suivi par une dizaine de maires de droite de grandes villes. D'autres cadres n'ont renoncé à se rendre à Tunis pour rencontrer l'OLP qu'après avoir été formellement menacés d'exclusion. Ancien secrétaire de Menahem Begin, Arie Naor a résumé ainsi le dilemme de son parti: "*Si le Likoud renonce à l'idéologie du Grand Israël, il perdra une grande partie de sa direction; s'il n'y renonce pas, il perdra une grande partie de son électorat*" <sup>2</sup>. De fait, la presse israélienne le signalait en septembre, "*l'électorat traditionnel du Likoud ne suit pas*" <sup>3</sup>. Les Juifs orientaux <sup>4</sup> qui, en basculant en 1977, avaient porté Menahem Begin au pouvoir, basculaient-ils à nouveau, cette fois en faveur du Parti travailliste?

Nous voilà dans le vif du sujet: le lien entre les phénomènes politiques et l'évolution de la société israélienne sur la longue durée. Avant d'aller plus loin, une remarque s'impose néanmoins. A certaines exceptions près, on écrit pour Israël ou contre Israël, mais pas sur Israël. Par-delà l'intolérance ainsi véhiculée, ces regrettables oeillères empêchent une connaissance fine de l'Etat juif, souvent considéré comme un tout dans lequel il serait inconvenant de discerner des contradictions. L'accélération de l'histoire à laquelle nous avons assisté démontre pourtant, à qui en douterait encore, l'utilité d'une approche "dialectique" d'Israël. Juifs et Palestiniens, Juifs et Arabes israéliens, Juifs occidentaux et Juifs orientaux, riches et pauvres, secteur "socialiste" et secteur privé, religieux et laïcs, hommes et femmes, gauche et droite, sans oublier bien sûr partisans et adversaires de la paix avec les Palestiniens: ce sont là autant de clivages engendrés par la société israélienne et que sa crise a aiguisés au point de les rendre déterminants...

Les commentateurs ont pesé et soupesé les motifs qui auraient conduit Yitzhak Rabin à se retrouver un beau jour de septembre côte à côte avec Yasser Arafat. Les uns relèvent de la politique (le choix de l'OLP comme partenaire, faute de "Palestiniens de l'Intérieur" réellement indépendants et de crainte de se retrouver plus tard face au seul Hamas), d'autres de la tactique (la paix comme meilleure garantie d'une victoire travailliste aux élections de 1996), sans oublier les digressions philosophiques (les hommes politiques les plus intransigeants, en Israël, sont souvent touchés sur le tard par la grâce).

A ces éclairages des ultimes décisions du Premier ministre israélien, je suis tenté d'ajouter une simple observation: Rabin a surtout, finalement, décidé de faire ce pourquoi il avait été élu en juin 1992. Ce qui nous renvoie à la question essentielle: qu'est-ce qui a poussé les Israéliens, en septembre 1993 comme en juin 1992, à opter pour la paix? Ma thèse est que, si une partie significative de la société israélienne a préféré un arrangement avec les Palestiniens à la poursuite de la confrontation, c'est d'abord et surtout parce qu'elle n'a pas trouvé d'autre issue à sa crise. Bref, les "pacifistes" ont surtout manifesté la volonté de vivre mieux, en tout cas différemment des décennies précédentes. Autrement dit encore, l'accord avec les Palestiniens a semblé la meilleure manière de mettre fin à un état de guerre permanent qui pesait de manière insupportable sur tous les aspects de la vie.

---

## Le rêve d'un marché commun régional

---

Depuis 1985, Israël est entré, avec quelque retard sur les autres pays occidentaux, dans l'ère des réformes économiques libérales. Le schéma est trop connu pour qu'il faille le décrire ici à nouveau dans le détail: politique d'austérité triomphant de l'inflation à deux ou même trois chiffres (9,4% en 1992) mais pas du chômage (plus de 11% de la population active) ni de la pauvreté (616 500 Israéliens soit 15% de la population vivent au dessous du seuil officiel), réduction du déficit budgétaire avec coupes sombres dans les services publics de moins en moins à même d'assurer leurs missions, début de privatisation de l'important secteur étatique et de dérégulation au prix de nombreux emplois, suppression des protections douanières et libéralisation du marché boursier, etc. Le principal résultat, c'est un taux de croissance moyen de près de 5% durant les cinq dernières années. Mais la dette extérieure d'Israël se montait encore, fin 1992, à 18,3 milliards de dollars, soit 85% du PNB.

Cette politique néo-thatchérienne, pensée par le Likoud et menée en coalition avec les travaillistes, a été relancée, à partir de 1990, par l'immigration massive des Juifs soviétiques. Car *"l'économie israélienne, écrit Pinchas Landau, est incapable d'absorber, en quantité et en qualité, l'exode potentiel des Juifs soviétiques."*<sup>5</sup> De fait, l'Etat ne parvenant pas à fournir à chacun de ces nouveaux olim ["montants"] un logement et un emploi, les "Golden Boys" israéliens en ont profité pour pousser les feux de leur logique. Avec cependant un obstacle: l'état de guerre et la colonisation. Car qui dit libéralisme et intégration au marché mondial implique des besoins considérables en capitaux, lesquels sont historiquement drainés, en Israël, par le budget de la Défense, les industries d'armements, les investissements en Cisjordanie et à Gaza — qui ont longtemps absorbé plus de 50% du budget. Certes, les Etats-Unis restent généreux dans leur aide (3,5 milliards de dollars par an) et ils garantissent finalement l'emprunt international de 10 milliards de dollars sur lequel Israël compte jusqu'en 1997 — mais cela sera loin du compte.

Or, non seulement la normalisation entre Israël et ses voisins arabes libèrerait des capitaux, mais elle ouvrirait la perspective d'un marché commun régional fort de 200 millions de consommateurs. Avec, à la clef, d'énormes possibilités d'exportations et d'investissements, notamment en matière de technologies de pointe, ainsi qu'une capacité d'attraction sans précédent des capitaux occidentaux, tentés par le profit et rassurés par la stabilité. Et de radieuses perspectives touristiques: la

paix pourrait démultiplier le nombre de visiteurs étrangers (1,8 millions en 1992) et leur apport financier (2 milliards de dollars) <sup>6</sup>. Entre autres signes qui ne trompent pas, on notera le boom de la bourse de Tel Aviv dans la seconde quinzaine de septembre, et l'engagement du patron des patrons israéliens, Dan Proper, en faveur d'investissements massifs dans l'"entité palestinienne": *"Pour que la paix s'enracine, déclarait-il récemment, elle doit avoir pour conséquence la hausse rapide du niveau de vie des Palestiniens dans les Territoires, et notamment à Gaza."* <sup>7</sup>

---

## Des Arabes aux Russes

---

La facture sociale de la politique libérale mise en œuvre depuis 1985 est acquittée par l'ensemble de la société israélienne. Mais certains secteurs en font singulièrement les frais, sous la forme d'une aggravation des inégalités les frappant. C'est évidemment vrai des Arabes israéliens: malgré les efforts du gouvernement Rabin pour atténuer les injustices les plus criantes (les dépenses dans ce secteur sont passées, en un an, de 370 à 800 millions de francs) <sup>8</sup>, les Palestiniens demeurent des citoyens de seconde zone — certains n'ont-ils pas osé contester la ratification des accords par la Knesset au cas où le "vote arabe" s'avèrerait indispensable? Si les Palestiniens d'Israël jouissent du droit de vote, ils ne bénéficient pas des mêmes budgets et services de l'Etat que les Juifs. Même le Jérusalem Post, le quotidien anglophone d'Israël passé à droite avec armes et bagages, reconnaît que *"l'état des infrastructures dans bien des villes arabes n'est pas loin d'être honteux. Le manque de classes est critique, l'approvisionnement en eau pauvre, le système des ordures médiéval et l'éclairage public inexistant."* <sup>9</sup> Les statistiques sont d'ailleurs implacables: 60% des enfants arabes vivent en dessous du seuil de pauvreté, trois fois plus que les enfants juifs; faute d'avoir fait leur service militaire, les parents arabes reçoivent deux à trois fois moins d'allocations familiales; le ministère de l'Education nationale dépense deux fois plus pour les écoliers juifs que pour les écoliers arabes; le taux de chômage dans les villes arabes atteint souvent 20% ou 30%, contre 11% en moyenne en Israël, etc. Rien d'étonnant si, massivement, les Arabes israéliens ont voté, en juin 1992, soit pour le Parti travailliste, soit pour les partis situés à sa gauche, en particulier le Parti communiste Rakah <sup>10</sup>. Ainsi, dans les sondages, ils soutiennent massivement le processus actuel dans lequel ils voient, non seulement la perspective de la paix, mais également la création des conditions économiques, sociales et politiques de leur pleine égalité en Israël où tous ou presque entendent demeurer.

La situation du demi-million de Juifs venus de l'ex-Union soviétique apparaît moins dramatique qu'il y a un ou deux ans, à l'époque où, selon un sondage, 37% des nouveaux immigrants conseillaient à leurs proches restés en Union soviétique de reporter leur aliya [littéralement "montée" en Israël], contre 32% les invitant à le rejoindre sans tarder... Au lieu du pays de cocagne annoncé, bien des Russes découvraient alors des maux pour eux inconnus, en premier lieu le manque de logements et d'emplois. Si, désormais, la plupart des familles vivent sous un toit — mais quelques centaines de Russes sont des SDF, dont deux sont morts de froid, l'hiver dernier, à Tel Aviv —, la question de l'embauche demeure: selon les statistiques officielles, 80% des chefs de famille travaillent, mais un tiers seulement dans la profession qui était la leur en URSS. Selon un sondage du printemps dernier, 40% des Russes se déclarent déprimés <sup>11</sup>. Ces douloureuses désillusions expliquent que, favorables à 85% à Shamir à leur arrivée, par anticommunisme, ils aient largement rejoint le camp de Rabin en juin 1992. 58% votèrent alors travailliste ou Meretz, contre 18% seulement au Likoud.

Il faudrait également évoquer plus longuement le sort des Falashas, les Juifs rapatriés d'Ethiopie, si leur poids politico-électoral n'était si réduit. Car, plus encore que d'autres, ces Juifs noirs souffrent du racisme ambiant, voire de réactions de type "petit blanc" des autres victimes de la ségrégation de la société "blanche" israélienne. Fréquemment relégués dans des villages de caravanes à l'écart des centres urbains, ils éprouvent les pires difficultés à s'intégrer. En témoigne, tragiquement, leur taux de suicide, nettement plus élevé que le taux moyen en Israël.

---

## En passant par les Orientaux

---

L'opposition Occidentaux/Orientaux constitue, de longue date, un sujet tabou en Israël. Niée dans les années 50, indéniable après les émeutes de 1959 dans le quartier de Wadi Salib à Haïfa, elle est réputée "surmontée" depuis les années 70. Rien n'est moins faux, et plus trompeur politiquement. Répétons-le: le Likoud a dû sa victoire de 1977 à la mobilisation en sa faveur des Juifs venus des pays arabes, qui voulaient par là mettre un terme à quatre décennies de discriminations de toutes sortes de la part d'un pouvoir exclusivement occidental incarné depuis l'Indépendance par le Parti travailliste. Au-delà des données chiffrées <sup>12</sup>, il suffit de visiter une "ville de développement" pour prendre la mesure des inégalités qui persistent après des années de droite au pouvoir, même si les Orientaux ont effectivement réussi une percée notable dans la classe politique israélienne, jusqu'au Parlement,

au gouvernement et à la direction des partis — il aura d'ailleurs suffi d'une opération contre David Levy au sein du Likoud pour raviver la plaie que certains juraient cicatrisée, et accélérer par voie de conséquence le transfert de l'électorat oriental vers les travaillistes. Le spectacle des attentions dont, contrairement aux aliyot orientales des années 50 et 60, l'aliya russe (occidentale) est entourée, alors que tant reste à faire pour les Orientaux, n'a pas manqué d'alimenter le phénomène. Mais l'essentiel, là aussi, réside dans la conviction grandissante que la pleine égalité, en droit et dans les faits, passe par la paix.

Présent au plan économique et social, visible dans les oppositions ethniques, l'état de guerre a aussi et surtout des conséquences dans la vie de tous les jours, au niveau de ce qu'il est convenu d'appeler les "problèmes de société". Et d'abord, évidemment, quant à la place de l'armée dans la vie de chacun: chaque Israélien passe sous les drapeaux trois ans — deux ans pour les femmes, dispensées si elles sont mariées ou s'affirment ultra-orthodoxes —, auxquels s'ajoute, jusqu'à 50 ans, au moins un mois de "réserves" [milouim] par an. Pénibles en temps normal, ces obligations deviennent insupportables dès lors qu'il s'agit de servir dans les territoires et de tirer sur des enfants. "L'armée n'est pas satisfaite de la qualité des nouveaux conscrits, a récemment expliqué le chef d'état-major adjoint Amnon Shahak aux correspondants étrangers. *"Il y a une augmentation considérable du nombre de soldats arrêtés pour avoir refusé de servir dans l'armée ou de rejoindre l'unité où ils étaient affectés. L'armée n'a pas d'explication pour ce phénomène gênant."* <sup>13</sup> Un constat éclairé par ce témoignage, dans Ha'ir, du réserviste Shlomo Dror: *"Quand le mois [de réserves] est fini, tu reviens chez toi et tu te sens crétin. Tu entends de tous les côtés des gens te dire combien tu es fou de servir à Gaza ou à Naplouse et combien d'autres ont réussi à y échapper."* <sup>14</sup>

Au-delà de Tsahal, la confrontation ininterrompue avec les voisins d'Israël provoque aussi une angoisse quotidienne: celle de l'attentat toujours redouté, de l'attaque individuelle, voire du déclenchement d'un nouveau conflit. Bien des spécialistes décrivent la "paranoïa" sécuritaire qui, c'est vrai, a beaucoup servi, dans le passé, à justifier l'injustifiable. Observer les Israéliens pendus au moindre bulletin d'informations suffit cependant pour saisir que, manipulé sans doute, le sentiment d'insécurité n'en constitue pas moins un lot quotidien dont ils aimeraient bien se délester. Loin de l'Israël des pionniers et des guerriers, celui de 1993 veut avant tout vivre enfin normalement!

## 30 000 enfants maltraités

---

Ainsi apparaît la partie émergée de l'iceberg. La partie immergée, mais essentielle comporte les conséquences intérieures de cette violence extérieure non seulement légalisée, mais vivement conseillée, sur le modèle de la "gangrène" opportunément dénoncée durant la guerre d'Algérie. Rien d'étonnant si Israël, après vingt-six ans d'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, bat bien des records de délinquance. Et croit-on que la drogue ne touche que les "villes de développement"? A-t-on mesuré l'angoisse des parents dont les enfants reviennent avec retard du lycée? Comment ne pas être impressionné par la multiplication des affaires de viols, jusque dans l'armée? Qui n'a pas été choqué par l'omniprésence des armes à feu à la hanche, non seulement des colons des Territoires, mais à celles des Israéliens d'Israël, jusque sur les plages de Tel Aviv? A quoi tient l'inquiétante irresponsabilité de tant d'automobilistes, dont 502 sont morts l'an dernier sur les routes? En lisant, dans la presse israélienne, ces placards attirant l'attention sur les 30 000 enfants officiellement maltraités, qui aura fait le rapprochement avec le nombre des victimes en France — le même — pour un pays dix fois plus peuplé?

Frappe, également, la montée des tensions entre d'un côté un pays laïc, de l'autre une minorité orthodoxe et ultra-orthodoxe <sup>15</sup> d'autant plus totalitaire que le Likoud lui a tout donné, après 1977, 1981 et plus encore 1990, pour former avec elle une coalition gouvernementale? Autant le phénomène des Baalei Techouva [ceux qui "retournent à la religion"] mérite d'être analysé en tant que tel, autant le retour en force des orthodoxes dérive surtout de combinaisons purement politiciennes. C'est en effet pour prix de leur ralliement au Likoud que les partis religieux — Parti national religieux, mais surtout Agoudat Israël (occidental) et Shas (oriental) — ont vu grandir démesurément leur emprise sur la vie quotidienne des Israéliens, y compris non-Juifs ou Juifs non-religieux. Impossible de se marier autrement que religieusement, donc dans le strict respect des implacables lois talmudiques. Impossible, pour une femme, de divorcer tant que le mari ne donne pas son feu vert — elles sont actuellement 10 000 dans ce cas. Impossible de produire et d'importer, donc de consommer de la viande de porc. Impossible d'avoir recours aux services publics durant le repos obligatoire du shabat, même pour les soldats permissionnaires qui aimeraient bien passer le week-end en famille. Impossible de parcourir une scolarité normale sans études religieuses, dans l'enseignement orthodoxe bien sûr, mais également dans l'enseignement public, tous deux également subventionnés par l'Etat et contrôlés... par le rabbinat!

Autant de contraintes que la grande majorité des Israéliens rejettent de plus en plus vigoureusement...

L'affrontement entre laïcs et religieux met également en lumière une des dimensions les plus graves de la crise d'Israël: celle de sa vie politique. Les déviations constatées, à cet égard, dans l'ensemble de l'Occident n'épargnent pas l'Etat juif. Ici aussi, le fossé grandit entre peuple et pouvoir; le discrédit du gouvernement, des partis et de la bureaucratie étatique se généralise; les intérêts partisans l'emportent souvent sur l'intérêt général; la corruption s'infiltré partout — les révélations de Miriam Ben-Porat, contrôleur de l'Etat, sur le détournement par l'équipe d'Ariel Sharon de sommes destinées à l'intégration des nouveaux immigrants ont détourné bien des électeurs du Likoud, en juin 1992. Plus grave encore, le système lui-même est à bout de souffle: l'élection de la Knesset à la proportionnelle intégrale, dans le cadre d'une seule circonscription nationale et avec une barre minima de 1,5% seulement, prive le pays de gouvernements stables capables de mettre en œuvre la volonté majoritaire, donne aux groupes-charnières (sans lesquelles une coalition serait impossible) un droit de veto, voire de chantage, et enfin libère les députés de tout compte à rendre aux électeurs. C'est ainsi, par exemple, que les rabbins — que Theodor Herzl se promettait il y a un siècle, dans *L'Etat des Juifs*, de "maintenir dans leurs temples" — décident de beaucoup d'aspects de la vie des Israéliens, non-religieux comme religieux.

---

### L'indispensable réforme du système électoral

---

Voilà une des dérives, parmi d'autres, qui a poussé la Knesset à adopter en mars 1992 une loi organisant l'élection du Premier ministre au suffrage universel — elle s'appliquera dès 1996 — et à envisager l'élection de la moitié de ses membres par circonscriptions, ainsi que l'exige une pétition signée par 650 000 citoyens. La pression grandit, en outre, en faveur de l'adoption de cette Constitution repoussée aux calendes grecques par un David Ben Gourion soucieux d'éviter un choc frontal avec les partis religieux: "*Une Constitution*, déclarait sans ambages le représentant d'Agoudat Israël à la première Knesset, *ne peut être valide que si elle s'identifie totalement avec la Tora. Toute autre Constitution en Israël serait une violation de la loi. Je vous avertis: toute tentative de rédiger une Constitution mènera inévitablement à un conflit idéologique brutal et sans compromis possible.*" <sup>16</sup>

Nous voici arrivés au coeur de notre propos: l'effondrement des valeurs qui constituèrent la colonne vertébrale du "sionisme-socialiste"

et, un temps durant, la moelle épinière de l'Etat d'Israël. Déjà malmené par ses propres tenants, ce corpus idéologique a volé en éclats sous les coups conjugués de l'état de guerre, avec toutes ses conséquences idéologico-morales, et de la libéralisation, avec ses effets économiques et sociaux: l'esprit du pionnier, égalitaire, collectif et laïc a cédé le pas devant, soit l'apologie de la réussite individuelle sous le signe de la modernité et de l'argent-roi, soit au contraire le repli sur la tradition du ghetto sous le signe de l'orthodoxie la plus jalouse. Mais, jusqu'ici, ni l'une ni l'autre de ces idéologies en vogue ne parviennent à cimenter la société israélienne. Dans la transition en cours, ce qui décline — comme les kibboutzim, avec 10 milliards de dollars de dette, et la Histadrout, dont 55% des Israéliens sont membres contre 65% il y a sept ans — saute plus aux yeux que ce qui monte. Du coup, des centaines de milliers d'Israéliens, comme orphelins, rêvent d'une nouvelle espérance — quand ils ne quittent pas le pays: 600 000 vivent à l'étranger.

Schématiquement résumé, tel est, selon moi, le terreau dans lequel s'enracine la profonde volonté de changement sans laquelle la victoire de Yitzhak Rabin le 23 juin 1992, puis la poignée de main du 13 septembre 1993 seraient incompréhensibles. Nombre d'Israéliens veulent tourner la page de quatre décennies de tensions et de guerres, d'impasse économique et sociale, de dégénérescence sociétale et morale et c'est pourquoi, fondamentalement, ils choisissent la paix. Des militants de Meretz, Ilan Greilsammer ne croit pas qu'*"ils soient autrement bouleversés par le sort des Palestiniens, mais ils sont catastrophés par les conséquences morales et spirituelles de l'occupation"* <sup>17</sup>. Ajoutons les conséquences économiques et sociales, et voilà un portrait pertinent de bien des Israéliens. Ce désir de renouveau est, cela dit, évidemment inséparable des expériences politiques dont ils ont tiré les leçons et qui, pour autant qu'on puisse en juger, ont influé sur leurs choix.

---

## Cinq chocs salutaires

---

La principale leçon, qu'il aura fallu plus de vingt-cinq ans pour évaluer à sa juste valeur, c'est le lien entre la crise de la société israélienne, l'occupation des territoires et, plus généralement, l'état de guerre. Longtemps, une sorte de schizophrénie emprisonnait la plupart des esprits: ils n'établissaient aucune relation entre, d'un côté la confrontation d'Israël avec ses voisins, en premier lieu palestiniens, qui aurait résulté d'un malédiction elle-même héritière des persécutions dont le peuple juif fut victime à travers les âges, d'autre part la dégradation de la situation économique, sociale et morale d'Israël. Etablissant un véritable mur (mental) de Berlin entre l'une et l'autre dimensions,

pourtant intrinsèquement liées, de la maladie, ils croyaient possible de les guérir séparément l'une de l'autre.

Mais plusieurs expériences ont remis en cause cette illusion. Tout a commencé, me semble-t-il, avec la guerre du Liban de 1982. Non seulement Ariel Sharon n'a nullement tenu ses promesses — détruire l'OLP et installer à Beyrouth un pouvoir pro-israélien —, mais l'invasion du pays du Cèdre et de sa capitale ont enfoncé l'Etat juif dans un borbier durable et coûteux, aussi bien humainement qu'en termes d'image d'Israël. A la suite des 400 000 manifestants de Tel Aviv contre les massacres de Sabra et Chatila, un grand nombre d'Israéliens ont commencé à s'interroger sur la fuite en avant pratiquée par le pouvoir.

Deuxième étape, l'intifada: devant l'impuissance de l'armée à venir à bout de la "guerre des pierres", l'opinion israélienne a pris progressivement conscience que le statu quo en Cisjordanie et à Gaza arrivait à son terme. A défaut de pouvoir maintenir indéfiniment une "occupation tranquille", il fallait définir une option alternative. Annexer les territoires, comme le proposait une partie de la droite? Ce serait mettre en danger, soit le caractère juif, soit le caractère démocratique de l'Etat d'Israël, selon qu'on aurait donné, ou non, la nationalité israélienne à leurs habitants. Trancher ce dilemme en organisant la déportation, pudiquement baptisée "transfert", des Palestiniens? Ce serait placer l'Etat juif au ban des nations, à supposer même que l'opération ait été réalisable "à froid". L'option de la restitution de la Cisjordanie et de Gaza en échange d'une paix durable prenait du coup de la consistance.

1990: 200 000 Juifs de l'ex-URSS déferlent sur Israël, et 150 000 les suivront l'année suivante. Cette aliya aussi imprévue qu'espérée met à nu tous les dysfonctionnements d'Israël. Comme le souligne Keith Kyle, *"en pratique, deux versions de la priorité sioniste entrent en collision, la première qui donnait la place d'honneur à l'extension de l'implantation juive à travers l'ensemble d'Eretz Israël, y compris la Cisjordanie et Gaza, et l'autre qui mettait au dessus de tout l'absorption effective et continue du large flux des immigrants russes."*

18

Là-dessus intervient la guerre du Golfe. Tout, ou presque, a été dit à son sujet. Sauf ceci: en tombant sur Tel Aviv et sa banlieue, les Scud de Saddam Hussein ont tué, sinon des hommes, en tout cas l'argument sécuritaire qui sous-tendait, depuis 1967, l'occupation des territoires. A quoi bon, en effet, assurer une présence militaire israélienne permanente bien au-delà de la "ligne verte" si cette "garantie" n'empêche nullement des missiles ennemis de frapper le territoire israélien? Qui plus est, leurs têtes, cette fois relativement inoffensives, pourraient, dans un relativement proche avenir, contenir des armes chimiques, voire atomiques. Ajoutons que les suites de la guerre du Golfe allaient s'avérer plus délicates encore pour Shamir et ses hommes: entraînés à contre-coeur dans les négociations ouvertes le 30 octobre 1991 à

Madrid, ils se livreraient à un sabotage méthodique qui isolerait chaque jour un peu plus Israël et provoquerait, en particulier, l'ire du tandem Bush-Baker. On se souvient notamment de la goutte d'eau qui fit déborder le vase: la relance de la colonisation au risque de perdre la garantie américaine pour l'emprunt de 10 millions de dollars demandé par Israël. Le Premier ministre, explique Ehud Sprinzak, *"n'a pas réussi à détecter l'anxiété croissante du pays face à la crise inattendue avec les Etats-Unis. Shamir a ignoré la loi d'acier de la politique israélienne: ne jamais aller aux élections en ayant des relations tendues avec le plus grand ami de la nation."* <sup>19</sup>

---

### "Petit Israël" contre "Grand Israël"

---

La cinquième étape intervient en mars 1993, neuf mois après la victoire électorale de la gauche et en pleine impasse des négociations. Depuis des semaines, la négociation piétine à Washington. Fin décembre 1992, l'expulsion par le gouvernement israélien de quelque 400 militants de Hamas met le feu aux poudres. Une vague de violence déferle, en février et mars, sur les territoires et gagne même Israël, dont une dizaine de citoyens tombent poignardés. Yitzhak Rabin décide alors de boucler hermétiquement la bande de Gaza et la Cisjordanie. Pour les Palestiniens, dont une moitié du Produit national brut provient des salaires des leurs qui travaillent quotidiennement en Israël, le coup est rude. La médaille — peu d'observateurs le signalent à l'époque — a aussi un endroit: pour les Israéliens, ce "bouclage" matérialise en effet la frontière entre l'Etat juif et son voisin palestinien. Il dessine, en définitive, la carte d'une paix possible grâce à laquelle, aux yeux d'un nombre croissant de citoyens, les maux de l'Etat juif pourraient enfin trouver leur guérison. Le journaliste Ehud Ya'ari écrit alors: *"Ni les améliorations de la procédure, ni les mouvements militaires dans les territoires, ni les recherches des policiers dans nos villes ne seront à même d'éliminer les coups de poignard (...) Ce dont nous avons vraiment besoin, c'est d'une stratégie générale fondée sur une formule développée d'autonomie palestinienne. Les informations, ajoutait-il, indiquent que le Premier ministre Yitzhak Rabin serait disposé, dans l'avenir, à modifier le plan qui a été proposé de manière à répondre, partiellement, aux objections palestiniennes. Pourquoi attendre?"* <sup>20</sup>

La prise de la Cisjordanie et de Gaza, au terme de la guerre des Six Jours, avait, à vrai dire, posé plus de problèmes qu'elle n'en avait résolus. Embarrassés, les responsables travaillistes, alors au pouvoir, font d'abord mine de vouloir rendre ces territoires — et les autres — en échange de la paix. Mais, tandis que les diplomates s'agitent en vain, sur

le terrain l'occupation et la colonisation s'organisent. Et le Gouch Emounim [Bloc de la Foi], nouvellement créé, pousse à la roue du fait accompli. Regroupement religieux, il fournit un soubassement quasi-messianique à la multiplication des implantations: il s'agit de reconquérir le Grand Israël [Israël Hashlema] promis par Dieu à Abraham. C'est au nom de cette "mission" qu'à partir de leur prise de pouvoir, en 1977, Menahem Begin et, à sa suite, Yitzhak Shamir justifieront leur politique de colonisation à outrance.

Et ils s'en draperont encore lors de la campagne électorale de juin 1992. Autant dire que leur défaite, c'est bien sûr celle du Likoud, de son impuissance et de sa corruption, mais c'est aussi — et je dirais surtout — celle de la mythique du Grand Israël. Disons le clairement, au risque d'être un peu schématique: les Israéliens, par leur vote lors des dernières élections comme par leur comportement depuis, ont montré qu'ils préféreraient garantir le développement du petit Israël plutôt que poursuivre la chimère d'un Grand Israël qui menacerait, à terme, tous les acquis de l'Etat juif depuis 1948, voire son existence en cas de guerre des missiles.

Je laisserai la conclusion (provisoire, bien sûr) à Ephraïm Rainer, qui écrivait il y a peu dans Haaretz <sup>21</sup>: *"Où Yitzhak Rabin et Shimon Pérès ont-ils trouvé le courage de faire ce qu'ils ont fait? Certains disent que la gauche leur a préparé le terrain mais, même si c'est vrai, il y a des raisons plus profondes. Les leaders des colons, dans leur triste isolement, ont été les premiers à comprendre le changement révolutionnaire de valeurs qui avait saisi Israël: l'"entité sioniste" a perdu son goût pour le territoire (...) Il est toujours possible de mettre en garde les Israéliens sur les dangers inhérents à un retrait des hauteurs du Golan et de certaines parties de la Samarie, mais nul ne peut plus les recruter pour une guerre sainte en faveur du Grand Israël."* Et de préciser: *"Begin a donné à la nation la Subaru, la télévision couleur, la vidéo et l'autorisation pour chacun d'emporter 3 000 dollars lors des vacances à l'étranger. Quelqu'un qui n'élève pas les buts du peuple plus haut que le niveau de ses yeux ne devrait pas se plaindre de son manque d'idéalisme. Les leaders des colons savaient parfaitement que le capitalisme de consommation allait à l'encontre de la réalisation du rêve d'un sionisme large. Pourtant, eux aussi ont toléré cette contradiction évidente dans la politique de la droite: leur gouvernement se cramponnait obstinément aux rochers de Judée-Samarie d'un côté, et de l'autre il transformait Israël en une société complètement capitaliste. Les leaders des colons n'ont-ils vraiment pas vu que la purge de l'économie israélienne de tous ses éléments "bolcheviques" constituait une renonciation implicite à l'engagement sioniste de conquérir et de construire le Grand Israël?"*

*Moralité: "Israël a cessé d'être une société engagée dans la réalisation de buts plus larges qu'elle-même. C'est devenu une société*

*normale, dont la plupart des citoyens voient en premier leur intérêt personnel. La droite ne peut blâmer nul autre qu'elle même pour ce changement."*

**Dominique Vidal** est journaliste et auteur avec Alain Gresh notamment de:

- *Les Cent portes du Proche-Orient*, Ed. Autrement.
- *Palestine 47: un partage avorté*, Ed. Complexe.
- *Golfe: clefs pour une guerre annoncée*, Le Monde-Éditions.

#### Notes:

- 1 *Yediot Aharonot*, cité par *Le Monde* des 17-18 octobre 1993.
- 2 Dans *Hata Assianim*, que cite Joseph Algazy dans son article du *Monde Diplomatique* de novembre 1993.
- 3 *Haaretz*, cité par *Le Monde* du 21 septembre 1993.
- 4 J'emploie à dessein l'adjectif "orientaux" pour qualifier les Juifs originaires des pays arabes, plutôt que celui de Sephardim (de l'hébreu Spharad [Espagne]) qui désigne les Juifs expulsés de la péninsule ibérique à partir de 1492. La nuance n'est pas que linguistique: à bien des égards, les Juifs venus d'Espagne sont, par leurs traditions, leur culture et leur expérience, plus proches des Juifs occidentaux que des Juifs orientaux.
- 5 "The Israeli Economy in the 1990s", in *Whither Israël? The Domestic Challenges*, The Royal Institute of International Affairs - I.B. Tauris, London New York, 1993. Cet ouvrage collectif, très récemment paru, est sans conteste l'un des meilleurs livres consacrés, ces dernières années, aux enjeux intérieurs israéliens du processus de paix. On ne saurait trop en recommander la lecture.
- 6 *Jérusalem Report*, 12 août 1993.
- 7 *Yediot Aharonot*, cité par *Courrier International* du 9-15 septembre 1993?
- 8 *Jérusalem Report*, 4 novembre 1993.
- 9 *Jérusalem Post*, 11 septembre 1993.
- 10 Le Rakah est arrivé en tête, avec 23,2% du vote arabe, suivi des travaillistes (20,3%), le Parti arabe démocratique (15,2%), et de la Liste progressiste (9,2%).
- 11 *Jérusalem Report*, 22 avril 1993.
- 12 12% des Orientaux nés à l'étranger ne sont jamais allés à l'école, contre 0,9% des Occidentaux nés à l'étranger. Mais l'inégalité passe la frontière des générations: les enfants orientaux bénéficient en moyenne de 1,4 année d'éducation de moins que les occidentaux. Dans les universités, les étudiants occidentaux sont quatre fois plus nombreux que les orientaux. 20,3% des Occidentaux nés à l'étranger exercent une profession libérale ou occupent une fonction de gestion ou un poste de technicien, contre 40,5% des Occidentaux nés à l'étranger — parmi les sabras [nés en Israël], la proportion est respectivement de 20,8% et 49,4%. Une famille orientale moyenne dispose d'un revenu par tête se montant à 67% de celui d'une famille occidentale moyenne. Etc.
- 13 Dans *Maariv* du 1er septembre 1993, cité par *The Other Israël* du même mois.
- 14 Cité par *The Other Israël*, septembre 1993.
- 15 L'ensemble des partis religieux, sionistes et non-sionistes, ont recueilli le 23 juin 1992 12% des voix, tandis que, selon les sondages, 25% des Israéliens se déclarent détachés de toute pratique religieuse et 45% laïcs bien qu'observant quelques traditions religieuses.
- 16 Cité par Ilan Greilsammer dans *Israël, Les hommes en noir*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 1991.
- 17 Dans l'introduction à l'ouvrage collectif *Repenser Israël*, Editions Autrement, Paris, 1993.

18 "Questions for the future", in *Whither Israël? The Domestic Challenges*, op. cit.

19 "The Israeli Right", in *Whither Israël? The Domestic Challenges*, op. cit.

20 *Jérusalem Report*, 4 avril 1992.

21 *Haaretz*, 15 septembre 1993, cité par MEI du 8 octobre 1993.